

Francophonies d'Amérique



Nouveau regard sur la genèse de l'édition francophone en Acadie et dans l'Ouest canadien (1970-1985)

Dominique Marquis

Numéro 23-24, printemps–automne 2007

L'espace rural francophone : perspectives multi/interdisciplinaires

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005402ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005402ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marquis, D. (2007). Nouveau regard sur la genèse de l'édition francophone en Acadie et dans l'Ouest canadien (1970-1985). *Francophonies d'Amérique*, (23-24), 289–307. <https://doi.org/10.7202/1005402ar>

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université d'Ottawa et Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

NOUVEAU REGARD SUR LA GENÈSE DE L'ÉDITION FRANCOPHONE EN ACADIE ET DANS L'OUEST CANADIEN (1970-1985)

Dominique Marquis
Université du Québec à Montréal

À l'automne 2005, l'éditeur Guérin a lancé la deuxième édition du *Dictionnaire des poètes d'ici, de 1606 à nos jours*. Cet ouvrage de plus de 1 300 pages répertorie les auteurs de poésie de toute la francophonie canadienne, de Terre-Neuve à la côte du Pacifique. Le rédacteur principal, Réginald Hamel, avait souligné, lors de la parution de la première édition en 2002, qu'il s'était heurté à certains problèmes d'identité nationale dans l'élaboration de ce projet :

Les poètes des Maritimes ou de l'Ouest canadien ne voulaient pas figurer dans un dictionnaire de « poètes québécois ». Les Québécois ne voulaient pas être considérés comme des « Canadiens français »; nous avons trouvé un compromis en présentant les auteurs simplement comme des « poètes d'ici » (Sauvé, 2002).

Cette anecdote nous rappelle à quel point, pour les auteurs acadiens ou canadiens-français de l'Ouest, il est encore important de se distinguer du Québec. Dès les années 70, ces écrivains ont voulu se libérer de l'influence du Québec et souligner leur identité en se dotant de leurs propres outils de diffusion. Si cette volonté de mettre de l'avant une parole canadienne-française non québécoise semble primordiale, elle n'est pas l'unique facteur expliquant l'émergence, dans les années 70, de maisons d'édition dont l'objectif premier était la mise en valeur d'une culture francophone originale et spécifique à chaque région. D'autres éléments ont aussi contribué à favoriser la création et le développement de ces maisons qui sont souvent considérées comme des joyaux au sein des communautés francophones qui les soutiennent. Leur naissance et leur longévité sont devenues des symboles de la survie même de ces groupes. Ces maisons se sont taillé une place bien à elles dans l'histoire de l'édition canadienne, place dont il est nécessaire de retracer la genèse.

Les études sur l'édition et le livre canadien sont nombreuses et s'intéressent à de multiples objets. Les trois volumes de l'ambitieux projet *L'histoire du livre et de l'imprimé au Canada* = *History of the Book in Canada*¹ montrent d'ailleurs la richesse et la grande variété des sujets abordés. Auteurs, éditeurs, distributeurs et lecteurs, bref tous les acteurs du circuit du livre, ainsi que d'autres intervenants comme l'État ou l'Église, sont inscrits dans cette histoire qui valorise aussi le livre et l'imprimé comme entités matérielles. Il en résulte un portrait détaillé, sans être exhaustif, de l'évolution du livre depuis les débuts de la colonisation au Canada jusqu'en 1980. Chaque sujet pouvant difficilement être traité en profondeur dans un tel ouvrage, l'histoire de l'édition francophone en Acadie et dans l'Ouest au XX^e siècle y est à peine effleurée (Marquis, 2007 : 223-227).

Même si les maisons d'édition francophones en Acadie et dans l'Ouest canadien n'ont pas fait l'objet d'études détaillées, elles ne sont toutefois pas inconnues, puisque des textes retraçant leurs origines s'ajoutent parfois à des anthologies soulignant un anniversaire, ou encore leur parcours historique peut être présenté dans les journaux régionaux. Ces différentes célébrations prennent d'ailleurs souvent des allures d'hymnes à leur survie².

Le rôle déterminant joué par les maisons d'édition est régulièrement souligné dans des travaux qui s'intéressent à l'identité des francophones hors Québec comme groupe minoritaire³. Ces ouvrages plus généraux abordent ces questions rapidement et l'édition littéraire devient un exemple parmi d'autres pour illustrer les luttes de ces groupes afin de se tailler une place dans la mosaïque culturelle canadienne. Dans un dossier spécial, « L'Acadie : littérature et culture », publié par la revue *Québec français* en 1985, un article de Marguerite Maillet situe aussi la prise de parole des auteurs acadiens dans un contexte identitaire et la présente comme une volonté d'« éveiller chez les leurs un sentiment d'appartenance à un peuple, [de] susciter une fierté d'être Acadiens ». Dans le même dossier, Claude Potvin brosse un portrait rapide des maisons d'édition acadiennes et, tout en mettant l'accent sur le dynamisme des Éditions d'Acadie, il ne manque pas de souligner l'importance des subventions gouvernementales dans la survie de la maison. Ces deux articles sont cependant très brefs et n'apportent qu'une petite contribution à une meilleure compréhension du développement de l'édition en Acadie.

Les maisons d'édition francophones sont aussi mentionnées dans des études plus vastes sur l'édition régionale canadienne, comme la thèse de Sandrine Ferré sur *L'édition au Canada atlantique* publiée en 2000. Dans cet ouvrage, Ferré situe l'évolution de l'édition acadienne et de

l'institution littéraire acadienne dans un courant nationaliste marqué « par le retranchement et le militantisme de toute une communauté pour défendre ses propres intérêts » (2000 : 244). Elle associe étroitement l'émergence de l'édition acadienne aux instances de production, de diffusion et de critique littéraires issues principalement de l'Université de Moncton. Elle l'inscrit aussi dans le contexte plus large d'une édition régionale, atlantique, cherchant à se démarquer des grands centres.

Des études sur des volets particuliers de l'édition, comme *Histoire de la littérature pour la jeunesse : Québec et francophonie du Canada*, de Françoise Lepage, accordent aussi une place aux « francophonies du Canada ». Tout en mettant l'accent sur la littérature pour la jeunesse produite par ces « francophonies », Lepage souligne néanmoins l'impact des États généraux du Canada français tenus à Montréal en 1967 sur la détermination des communautés francophones hors Québec à prendre en main leur avenir culturel (2000 : 398-399).

Dans ces différentes études, l'accent est principalement mis sur la question identitaire, sur la volonté des différentes communautés francophones de se doter d'une parole distincte de celle du Québec. Toutefois l'histoire du livre et de l'édition francophone à l'extérieur du Québec ne s'explique pas uniquement par ce facteur identitaire. L'abandon du Canada français par les Québécois, qui s'affirme lors des États généraux du Canada français en 1967 et 1969, force les Canadiens français hors Québec à se réorganiser et à chercher ailleurs le soutien nécessaire à leur survie (Martel, 1997 : 163-165). En même temps, le gouvernement fédéral, en réaction à la montée du mouvement indépendantiste au Québec, décide d'accroître sa présence et son rôle de protecteur auprès des minorités francophones du pays. Ces éléments doivent absolument se conjuguer avec la quête d'identité des minorités francophones afin qu'on puisse mieux comprendre le contexte d'émergence des maisons d'édition francophones en Acadie et dans l'Ouest dans les années 70.

La situation de l'édition francophone en Ontario ne sera pas abordée, parce qu'elle a été abondamment traitée dans divers articles et ouvrages sur l'identité franco-ontarienne (voir Gervais, 2003 et Yergeau, 2007). Elle est aussi beaucoup plus complexe, puisque le cœur de la francophonie ontarienne est tiraillé entre trois villes : Ottawa, Sudbury et plus récemment Toronto (Gervais, 2003 : 216).

Cet article se concentrera donc sur les principales maisons d'édition francophones en Acadie et dans l'Ouest canadien. En brossant un portrait sommaire de ces maisons et en ajoutant à l'étude de leur catalogue l'analyse de documents publiés par le gouvernement fédéral, nous démontrerons que la mise sur pied de ces maisons relève autant d'un

contexte politique et économique très favorable que d'une volonté d'affirmation culturelle des différents groupes.

Les premières publications acadiennes

La prise de parole acadienne s'est matérialisée dans une maison d'édition bien structurée durant les années 70, mais les Acadiens ont fait entendre leur voix avant cette décennie. L'émergence d'une production éditoriale acadienne découle en partie du journal *L'Évangéline*. Valentin Landry a fondé ce quotidien à Digby (Nouvelle-Écosse), en 1887, afin de doter la communauté acadienne d'un organe national qui desservirait les trois provinces maritimes (Beaulieu, 1997 : 12). *L'Évangéline* n'est pas le premier journal francophone publié en Acadie, mais les deux hebdomadaires alors disponibles, *Le Moniteur Acadien* (Shediac, 1867-1926) et *Le Courrier des provinces maritimes* (Bathurst, 1885-1903), n'ont pas eu le même impact que le quotidien qui a rapidement été considéré comme une institution nationale.

En 1889, *L'Évangéline* est publié à Weymouth, toujours en Nouvelle-Écosse, mais puisque plus des deux tiers de sa clientèle se trouve au Nouveau-Brunswick, Landry déménage son journal à Moncton, en 1905. Il espère peut-être augmenter le nombre d'abonnés, qui oscille entre 700 et 1 000 pendant la première décennie de parution du journal (Beaulieu, 1997 : 28). Jusqu'en 1910, Landry occupe la fonction de rédacteur en chef et il assume seul le poids financier du quotidien. Cette année-là, afin d'éviter une condamnation ecclésiastique à cause de ses prises de position farouchement opposées aux Irlandais catholiques, Landry décide de céder son journal et d'en abandonner la rédaction. *L'Évangéline* sera dès lors publié par L'Évangéline Ltée, une compagnie à fonds social. Plusieurs individus se succèdent à la direction du journal jusqu'à l'arrivée d'Alfred Roy en 1919, qui assumera la gérance et la rédaction du quotidien jusqu'en 1943 (Beaulieu, 1997 : 105).

Les études démontrent clairement que ce quotidien est, parmi tous les journaux acadiens fondés depuis le XIX^e siècle, celui qui a eu l'impact le plus significatif sur sa communauté. *L'Évangéline*, dont l'attachement à la religion catholique se traduit dans sa devise « Aime Dieu et va ton chemin », s'est fait, durant près de 100 ans, le porte-parole des valeurs et des revendications des Acadiens. En 1982, alors que le journal est presque centenaire et que depuis six ans ses tirages ont dépassé 15 000 exemplaires (Beaulieu, 1997 : 101), il ferme brusquement ses portes à la suite de problèmes financiers et d'une mésentente avec ses employés.

Comme c'est souvent le cas pour les journaux de la première moitié du XX^e siècle⁴ qui souhaitent améliorer leur rentabilité, *L'Évangéline* offre

différents services, dont l'impression de brochures et de livres. Bien que quelques brochures aient été imprimées dès 1890 par les presses de *L'Évangéline*, cette pratique semble plus courante après le départ de Valentin Landry. Les nouveaux dirigeants de la compagnie ont vraisemblablement souhaité améliorer le rendement de l'imprimerie en diversifiant ses services. Les ouvrages publiés à cette enseigne portent souvent sur l'histoire locale et religieuse, comme *L'histoire de la paroisse de Saint-Pierre de Cocagne* publiée en 1920 par l'abbé Désiré François-Xavier Léger et *Histoire de l'Acadie* (1938) d'Antoine Bernard, mais des thèmes comme le folklore, l'agriculture et l'éducation peuvent aussi être au menu. Parfois *L'Évangéline* fait paraître des textes engagés comme ceux de James E. Branch qui, en 1929, lance *L'Émigrant acadien, drame social acadien en 3 actes et Jusqu'à la mort!... pour nos écoles! Drame canadien de la « question des écoles »*.

D'autres entreprises de presse ont emprunté le même modèle. Ainsi l'imprimerie du *Moniteur Acadien* publie certains ouvrages, dont *Les anciens missionnaires de l'Acadie devant l'histoire* (Philéas-Frédéric Bourgeois, 1910). L'hebdomadaire *Le Madawaska*, publié à Edmunston depuis 1913, offre le même service. Quelques écrits acadiens qui traitent de l'histoire et de la société locales, comme *L'Éducation des petits Acadiens. Question d'importance vitale, l'avenir de la nationalité acadienne* (1934) de Calixte F. Savoie et la biographie de *Mère Maillet, fondatrice de l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph de Saint-Basile* (1934) des Religieuses hospitalières de Saint-Joseph, sont imprimés par *Le Madawaska*. Les auteurs acadiens peuvent aussi confier leurs manuscrits à l'Imprimerie acadienne de Moncton qui publie fréquemment des livres, dont *Une fleur d'Acadie : un épisode du grand dérangement* (1946) d'Antoine J. Léger. Même si plusieurs entreprises de presse offrent ce service d'impression d'ouvrages, il apparaît, en consultant la *Bibliographie des publications de l'Acadie des provinces maritimes* de Marguerite Maillet (1997), que *L'Évangéline* est l'entreprise de presse acadienne à laquelle les auteurs font le plus souvent appel. Cette activité demeure cependant très marginale puisque, entre 1889 et 1972, 30 ouvrages sont sortis des presses du journal. *Le Madawaska* en a publié 18 et *Le Moniteur Acadien*, seulement six. Ces imprimeries ne sont pas des maisons d'édition, elles offrent simplement un service d'impression; donc, tous ces travaux sont généralement publiés à compte d'auteur.

À l'exemple de plusieurs francophones de l'Ouest et de l'Ontario, les auteurs de l'Acadie se tournent généralement vers le Québec quand ils sont à la recherche d'un véritable éditeur. L'exemple d'Antonine Maillet est tout à fait éclairant : bien que son œuvre ait toujours porté sur l'Acadie, elle publie son premier roman chez Fides en 1958; on la

retrouvera par la suite chez Leméac et chez Grasset, mais jamais à une adresse acadienne. De nombreuses maisons d'édition québécoises offrent donc à leurs lecteurs des essais ou des œuvres littéraires produits par des auteurs acadiens⁵.

La première maison d'édition acadienne au sens propre a été fondée à Moncton par le prêtre capucin Anselme Chiasson en 1961. Les Éditions des Aboiteaux se donnent comme objectif la sauvegarde des traditions, des contes et des légendes acadiens. Lui-même archiviste et spécialiste du folklore acadien, le père Chiasson, principal auteur de la maison, y publie une quinzaine de volumes consacrés à l'histoire et aux traditions populaires de l'Acadie.

Une culture en ébullition

L'Acadie connaît, durant les années 70, une effervescence culturelle sans précédent. Ce bouillonnement n'est pas propre au peuple acadien et s'inscrit dans un mouvement plus vaste touchant plusieurs communautés minoritaires en Occident : le « réveil ethnique » ou *ethnic revival*. Ce réveil, accompagné souvent d'une prise de conscience et d'un développement de la pensée nationaliste (Smith, 1981), se traduit notamment par une redécouverte et une réappropriation des traditions et du folklore de communautés qui y trouvent une source pour alimenter leur quête d'identité. Les études sur le folklore ne sont plus l'apanage de quelques chercheurs comme le père Chiasson à Moncton ou Luc Lacourcière à l'Université Laval. Les artistes n'hésitent pas à réactualiser des textes et des chansons qui avaient presque sombré dans l'oubli : par exemple, le groupe québécois Le Rêve du Diable et le duo acadien Breton-Cyr redonnent au folklore musical ses lettres de noblesse pendant que le chanteur cajun Zachary Richard et le groupe franco-ontarien CANO clament leur identité francophone dans leurs chansons.

À l'aube des années 70, le Canada découvre aussi la culture acadienne grâce à la présence de plus en plus marquée d'artistes acadiennes sur la scène nationale. Ces femmes transportent une partie de leur culture un peu partout au Canada français. En 1972, *La Sagouine*, pièce d'Antonine Maillet incarnée par Viola Léger, est créée au Théâtre du Rideau vert à Montréal et connaît un très grand succès. Cette année-là, l'écrivaine reçoit aussi le Prix du Gouverneur général pour son roman *Don l'Original*. Les chansons d'Édith Butler connaissent de plus en plus de succès, et l'artiste transmet la musique acadienne autant au Canada qu'en Europe.

La présence de Louis Robichaud à la tête du gouvernement provincial, de 1960 à 1970, n'est pas étrangère à cette effervescence et à l'éclosion d'un nouvel élan nationaliste. Il est le premier Acadien à occuper le poste

de premier ministre du Nouveau-Brunswick et, parmi les nombreuses réformes sociales qu'il a entreprises, il a modernisé le système d'éducation de la province et a amélioré l'accès de ses compatriotes à l'éducation. Il a aussi participé à la fondation de l'Université francophone de Moncton en 1963. En remplissant son mandat de créer et de diffuser des connaissances, cette dernière a joué un rôle de premier plan dans le renouveau culturel acadien. De plus, autre geste d'éclat, le gouvernement Robichaud adopte, en 1969, la Loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick qui accorde dorénavant au français une place sans équivoque dans la province.

Outre ce contexte très stimulant, un autre facteur peut expliquer la volonté très ferme des Acadiens de se doter des outils nécessaires à la diffusion de leur parole. En novembre 1967, se tiennent à Montréal les États généraux du Canada français : plus de 1 500 délégués, dont moins du tiers non québécois, sont au rendez-vous et doivent discuter de l'avenir constitutionnel de la nation (Martel, 1997 : 154; Tournon, 1998 : 178). Les discussions sont tendues : les Québécois et les francophones hors Québec ne s'entendent pas sur une définition de la nation. Pour les premiers, le territoire québécois devient le foyer d'une nation francophone en Amérique et l'option indépendantiste semble pour plusieurs la meilleure solution pour assurer le développement de cette nation. Les seconds se sentent, avec raison, exclus de cette définition dans laquelle ils ne peuvent se reconnaître. Des propositions comme celle demandant à l'État québécois d'« encourager de toutes façons le retour des Canadiens français au Québec » ne plaisent pas aux délégués de l'extérieur du Québec qui maintiennent leur appartenance au territoire national canadien-français, le Canada (Martel, 1997 : 157). Les divergences sont multiples et il n'y a plus de vision commune de la nation canadienne-française entre les Québécois et les « autres », écrit Martin Pâquet. « Entre ces frères de langue, la césure s'installe, profonde, durable » (Pâquet, cité par Frenette, 1998 : 181). Selon Yves Frenette, cette césure se traduit par un net désintéressement des Québécois à l'endroit des francophones hors Québec. Seule la question de leur assimilation progressive suscite encore un peu d'intérêt et d'inquiétude (1998 : 185). Désormais, les Canadiens francophones sont en quête de leur identité propre et les Acadiens, les Franco-Ontariens, les Franco-Manitobains ou les Fransaskois doivent plus que jamais ne compter que sur eux-mêmes et leurs associations nationales pour assurer le développement culturel de leur communauté.

Le gouvernement fédéral ne se contente pas d'observer de loin ces débats : il doit absolument agir afin de ralentir l'élan nationaliste du Québec. Les minorités francophones seront au cœur de cette réaction et trouveront dans les nouvelles politiques culturelles fédérales le soutien

nécessaire à leur développement. En effet, en 1969, à la suite du rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Laurendeau-Dunton), le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau vote la Loi sur les langues officielles, dont un des objectifs est de « favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones et d'appuyer leur développement⁶ ». Cette loi, en visant l'égalité linguistique des communautés anglophones et francophones, ouvre de nouvelles avenues aux communautés francophones hors Québec.

De plus, dans la foulée du rapport Laurendeau-Dunton et de la Loi sur les langues officielles, le Conseil des Arts du Canada (CAC) adopte en 1972 un nouveau programme de subvention accordant « un soutien financier aux éditeurs canadiens pour les aider à absorber les coûts de publication de titres canadiens de littérature générale qui contribuent de façon importante au développement de la littérature canadienne⁷ ». Ce nouveau programme favorise l'émergence de plusieurs petites maisons d'édition partout au Canada et les francophones hors Québec ne manqueront pas de saisir cette occasion de prendre la parole.

Les maisons d'édition acadiennes

C'est dans ce contexte, et pour répondre aux nouveaux besoins du milieu, que les Éditions d'Acadie sont créées, en 1972, à l'Université de Moncton. Melvin Gallant en assume la présidence; il est entouré de Gérard LeBlanc, Pierre Gérin et Pierre-André Arcand. L'institution offre aux fondateurs un milieu propice à la création et le travail d'éditeur s'avère aussi compatible avec la carrière universitaire de la plupart d'entre eux. *Cri de terre*, un recueil de poèmes de Raymond LeBlanc, est le premier titre de la nouvelle maison et atteint rapidement un tirage exceptionnel de 3 500 exemplaires. Le petit ouvrage est accueilli comme un « livre essentiel » et un témoignage de « la renaissance culturelle d'une Acadie qui fourmille en secret et refuse de se laisser mourir » (Lonergan, 1997a : 32). Un critique du journal *La Presse* souligne l'enracinement de l'auteur, Raymond LeBlanc étant le premier écrivain « refusant l'avenir qu'aurait pu lui réserver le Québec [et qui] a décidé de rester à Moncton » (Rens, 1973 : D3).

D'autres recueils de poésie suivent les traces de ce premier succès. Entre 1972 et 1974, les Éditions d'Acadie publient quatre recueils de poèmes qui marqueront la littérature acadienne : après *Cri de terre*, on trouve *Saisons antérieures* de Léonard Forest et *Acadie rock* de Guy Arsenault, tous deux parus en 1973, puis *Mourir à Scoudouc* d'Herménégilde Chiasson en 1974. Cette même année, les Éditions d'Acadie reçoivent une subvention de 8 000 \$ du CAC⁸ et des commandes

du ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick pour certains ouvrages déjà publiés.

Les premiers livres ayant été bien reçus du public, la maison a le vent dans les voiles et songe à diversifier ses produits. Melvin Gallant publie en 1973 un recueil de contes acadiens, *Ti-Jean*, et les Éditions d'Acadie obtiennent une subvention de 500 \$ du CAC pour la publication de *Charmante Miscou* de Louis Haché. C'est toutefois en 1975 que les projets venus d'horizons tout à fait opposés sont proposés : on publie tout d'abord un *Inventaire général des sources documentaires sur les Acadiens*, sous la direction du Centre d'études acadiennes dirigé par le père Anselme Chiasson, mais surtout on connaît un grand succès avec la *Cuisine traditionnelle en Acadie*, par Marielle Cormier-Boudreau et Melvin Gallant. Plus qu'un simple livre de recettes, cet ouvrage contient aussi des pages de l'histoire acadienne et des notes sur les traditions culinaires régionales, le tout abondamment illustré. Le livre est considéré comme le plus grand best-seller de la maison avec plusieurs éditions, une traduction anglaise en 1991 et plus de 20 000 exemplaires vendus en 1997 (Lonergan, 1997b : 21).

En 1976, on publie l'*Atlas de l'Acadie : petit atlas des francophones des Maritimes*, un ouvrage qui ouvre la porte du livre scolaire aux Éditions d'Acadie, marché nettement plus lucratif que les recueils de poésie ou de contes, peu importe leur qualité ou leur popularité. Une commande du ministère de l'Éducation pour cet atlas permet donc à la jeune maison d'édition d'éponger une partie des dettes qui commençaient à peser lourd dans son bilan financier. On tente aussi de remédier à un système de distribution quelque peu déficient et surtout on améliore le lobbying auprès du CAC afin d'augmenter les sommes reçues en subventions. On constate que les Acadiens des Maritimes, comptant pour 1,6 p. 100 de la population canadienne en 1978, ne reçoivent que 0,5 p. 100 des subventions; on veut corriger la situation⁹ (Lonergan, 1997c : 21). Les activités de lobbying semblent avoir été efficaces : on note en effet une hausse des subventions accordées aux maisons d'édition acadiennes. Ainsi, en 1980, les Éditions d'Acadie et l'Imprimerie Lescarbot¹⁰ de Yarmouth en Nouvelle-Écosse reçoivent 25 425 \$ dans le cadre du programme d'édition de livres canadiens du CAC, somme qui représente 1,4 p. 100 des subventions accordées à des maisons d'édition par cet organisme. L'année suivante, les Éditions d'Acadie bénéficient d'un soutien de 26 000 \$, soit 1,2 p. 100 du total du programme de subventions globales du CAC. En 1984, le montant de ces subventions atteint 36 900 \$, soit une proportion semblable de 1,3 p. 100 du total canadien.

À la fin des années 70, le catalogue des Éditions d'Acadie, riche de près de 50 titres, comprend, outre la poésie, des romans, des essais, des livres

pour la jeunesse et des manuels scolaires. En 1979, *Adieu, p'tit Chipagan* de Louis Haché remporte le premier prix France-Acadie, attribué par la Fondation de France et Les Amitiés Acadiennes. Cette année-là, plus de 50 manuscrits sont déposés aux Éditions d'Acadie, qui ont peine à répondre à la demande. De 1979 à 1986, la maison navigue à un rythme de croisière d'une dizaine de titres par année.

En 1980, une autre maison d'édition voit le jour en Acadie. L'Association des écrivains acadiens, fondée par Melvin Gallant en 1978, souhaite favoriser la création littéraire et la relève en publiant un premier livre d'auteur. Elle se lance donc dans l'aventure en créant les Éditions Perce-Neige, dont le siège social est aussi situé à Moncton. La maison ne se limite pas à ces premières expériences et publie aussi des auteurs reconnus. En 1982, elle s'associe aux Éditions d'Acadie pour la publication d'un *Dictionnaire des écrivains acadiens*. Elle concentre cependant ses activités dans le domaine littéraire et plus particulièrement poétique. Les Éditions Perce-Neige reçoivent, en 1985, une première subvention de 2 500 \$ du CAC. Après les Éditions d'Acadie, cette maison a apporté, et apporte toujours, une contribution essentielle à la diffusion de la littérature acadienne.

Même si les Éditions d'Acadie publient de la littérature pour la jeunesse depuis le début des années 80, une maison est fondée en 1996 afin d'occuper expressément ce créneau. Les Éditions Bouton d'or Acadie, fondées par Marguerite Maillet, professeure de littérature à l'Université de Moncton et auteure, publient différentes collections d'albums et de livres d'activités dont l'objectif est de mettre en valeur la littérature acadienne auprès des tout-petits¹¹.

Pour avoir peut-être vu trop grand et, s'empresse de souligner le chroniqueur David Lonergan, parce que la contribution du gouvernement du Nouveau-Bunswick à l'aide à l'édition est trop faible, les Éditions d'Acadie font faillite en 2000. Lonergan critique le gouvernement du Nouveau-Brunswick pour « l'extrême maigreur » de l'aide gouvernementale que les subventions du Conseil des Arts ne peuvent compenser. À cause d'une absence d'intervention dans les domaines des subventions, de la fiscalité et des lois, « créer, gérer, développer une maison d'édition ici tient du miracle » (2000 : 22), affirme-t-il. À la fermeture des livres, on compte à l'actif des Éditions d'Acadie plus de 400 titres qui couvrent une variété de sujets : littérature, histoire, art et manuels scolaires. Cette maison dont le rôle de pionnière a été indispensable ferme ses portes, mais la parole acadienne ne manque pas de ressources. D'autres ont pris la relève, souvent avec des moyens plus modestes; outre les Éditions Perce-Neige, les Éditions du Grand Pré, fondées en 1989 par le poète d'origine suisse Henri-Dominique Paratte,

et les Éditions de La Grande Marée à partir de 1993 donnent aussi la parole aux poètes, romanciers, dramaturges et essayistes acadiens.

Les années 70 ont marqué le réveil des Acadiens et il s'est manifesté de différentes manières. Ces francophones ont voulu rappeler leur présence à l'ensemble des Canadiens. D'ailleurs, pendant que les lecteurs du Québec découvriront que la littérature acadienne ne se limite pas à Antonine Maillet, les critiques souligneront la vigueur de la prise de parole des Acadiens et de leur quête d'identité. Mais, avant tout, les maisons d'édition acadiennes permettent aux Acadiens de mieux se connaître et de prendre conscience de leur propre valeur. Melvin Gallant écrivait dans *Portraits d'écrivains : dictionnaire des écrivains acadiens*, en 1982 :

[...] une collectivité doit avoir une littérature pour devenir un peuple. Ainsi, tout ce que j'ai publié jusqu'à date [*sic*] a pour but de montrer aux Acadiens qu'ils ont un héritage et une culture enviabiles (n.p.).

Les Acadiens ne sont cependant pas les seuls francophones hors Québec à revendiquer un droit de parole dans les années 70. Les effets des États généraux du Canada français, additionnés d'un réveil culturel certain et des politiques du gouvernement Trudeau, se répercutent aussi dans l'Ouest du Canada. Là aussi, des groupes vont saisir l'occasion et profiter d'une conjoncture particulière pour prendre la parole et offrir à leurs compatriotes un lieu privilégié d'expression.

L'édition francophone dans l'Ouest

Parler du développement de l'imprimé et de l'édition francophones dans les provinces de l'Ouest implique nécessairement un bref retour en arrière pour constater l'importante contribution des Oblats de Marie-Immaculée. Ces pères missionnaires, installés dans les Prairies dès 1845, ne ménagent pas leurs efforts pour doter les communautés francophones de ces régions de moyens de communication efficaces. Ils créent des journaux comme *Le Patriote de l'Ouest*, fondé à Duck Lake en Saskatchewan en avril 1910, et publié par la suite à Prince Albert jusqu'en 1941, et *La Liberté* de Saint-Boniface, qui existe depuis 1913 au Manitoba. Ces fondations s'inscrivent dans un vaste mouvement amorcé par l'Église catholique visant à fournir aux lecteurs catholiques des journaux dignes de confiance et prêts à diffuser la pensée catholique. En 1928, les Oblats prêtent leur soutien financier et leur expertise à l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) pour la création de *La Survivance* à Edmonton en Alberta, qui deviendra *Le Franco-Albertain*

le 15 novembre 1967, puis *Le Franco* le 16 juillet 1979. Les religieux financent et dirigent tous ces journaux; ils en rédigent les articles et voient aussi parfois à leur mise en pages et à leur impression (Brault, 1992 : 281-295). Ces publications propagent certes un message catholique, mais elles se portent aussi à la défense du fait français dans l'Ouest, jouant ainsi un rôle déterminant dans l'affirmation de l'identité canadienne-française dans ces régions, devenues les provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta au moment de leur entrée dans la Confédération canadienne en 1905.

Les Oblats publient également des livres. L'imprimerie La Survivance fait paraître 38 ouvrages entre 1929 et 1979, dont 25 en français (Bélanger, [s.d.]). *La Liberté* et *Le Patriote de l'Ouest* lancent parfois des brochures, comme *Les droits du français en Saskatchewan* (Imprimerie du *Patriote de l'Ouest*, 1919), des ouvrages commémoratifs, tel *Souvenir des fêtes de la consécration épiscopale de Son Excellence Monseigneur Émile Yelle* (*La Liberté*, 1934), ou encore des ouvrages de piété. Les Oblats ayant un intérêt particulier pour les missions d'évangélisation auprès des Amérindiens, plusieurs ouvrages sont publiés en langue crie. Le père Adrien-Gabriel Morice, reconnu pour son œuvre d'historien des Prairies et fréquemment édité au Québec et en France, a publié aussi à Winnipeg, à compte d'auteur, des ouvrages historiques, comme *Les droits historiques du français dans l'Ouest canadien* (1918) et *Disparus et survivants : études ethnographiques sur les Indiens de l'Amérique du Nord* (1928). Malgré toute cette activité, plusieurs auteurs doivent s'exiler ou recourir aux services de maisons québécoises pour faire paraître leurs œuvres, s'ils désirent bénéficier des services offerts par une véritable maison d'édition. C'est le cas notamment de Jean Féron (pseudonyme de Joseph-Marc Lebel), qui publiera chez Édouard Garand de nombreux romans populaires dans les années 20 (*Les cachots d'Haldimand*, 1925, et *Le drapeau blanc*, 1927) et, plus tard, des œuvres de Gabrielle Roy.

Il faut attendre le début des années 70 avant qu'apparaisse à l'ouest de l'Ontario une maison d'édition littéraire digne de ce nom. Là aussi, les effets des États généraux du Canada français ont fait leur œuvre et les Franco-Manitobains, les Fransaskois et les Franco-Albertains développent à leur tour un discours identitaire plus revendicateur. Pour les premiers, cette affirmation identitaire apparaît d'autant plus urgente que la fusion de la ville de Saint-Boniface, cœur de la culture française manitobaine, avec Winnipeg en 1972 place les Franco-Manitobains en double situation de minorité : déjà minoritaires dans leur province, ils le deviennent dans leur propre ville, alors que Saint-Boniface n'obtient qu'un statut de quartier francophone dans une ville majoritairement anglophone.

Durant les années 60 et 70, les Franco-Manitobains peuvent néanmoins se réjouir un peu puisque le statut du français dans leur

province s'améliore, autant dans les écoles publiques que dans l'ensemble de l'administration gouvernementale (Gagné, 1999 : 387). La bataille a été entamée depuis longtemps et ne se terminera qu'en 1985, mais elle fournit aux francophones des raisons supplémentaires de rappeler leur présence à l'ensemble de la population. Comme en Acadie, cette affirmation identitaire se traduit par diverses manifestations culturelles, dont la création d'une maison d'édition.

C'est dans cette atmosphère que les Éditions du Blé voient le jour à Saint-Boniface, en 1974, sur l'initiative des historiens Lionel Dorge et Robert Painchaud, du poète Paul Savoie et de la professeure de littérature française Annette Saint-Pierre. Considéré comme l'âme de la maison, Lionel Dorge en sera le directeur durant une vingtaine d'années et y publiera en 1976 un essai, *Le Manitoba, reflet d'un passé*, ouvrage réédité en 1980. Organisme à but non lucratif, les Éditions du Blé se consacrent à la publication d'œuvres écrites par des auteurs du Manitoba et des provinces de l'Ouest ou dont le contenu porte sur ces régions. La maison offre aux auteurs francophones un lieu d'expression qui leur est propre. Dès la première année, trois ouvrages sont mis sur le marché : *Salamandre*, un recueil de poésie de Paul Savoie; *Les éléphants de tante Louise*, une pièce de théâtre pour la jeunesse signée par Roger Auger; et *Salut les amis! Visitons le Manitoba avec Nico, Niski et...* de Claude Dorge, un livre d'activités destinées aux enfants.

La maison adopte une structure coopérative comme mode de financement : les membres à vie versent 100 \$ à fonds perdu et sont invités à participer aux assemblées générales. Après une première assemblée tenue en 1975, ce n'est cependant qu'en 1979 qu'on réunit les contributeurs. La formule est modifiée au cours des ans et la contribution des nouveaux adhérents est réduite à 25 \$ (Léveillé, 1999 : 10-11).

Comme les Éditions d'Acadie et d'autres petites maisons d'édition canadiennes, les Éditions du Blé bénéficient des nouvelles politiques linguistiques et culturelles du gouvernement fédéral et la maison est appuyée par le programme de subventions à l'édition du CAC. Bien que la nouvelle entreprise à but non lucratif ait commencé la publication de volumes dès 1974, elle obtient sa reconnaissance légale seulement en 1977 dans une charte provinciale (Léveillé, 1999 : 11). Cette reconnaissance officielle un peu tardive explique le délai entre la fondation de la maison d'édition et la réception des premières subventions du CAC. Ce n'est en effet qu'en 1978 que le CAC verse ses premières sommes aux Éditions du Blé. Une subvention de 7 350 \$ permet alors la publication de quatre volumes. L'année suivante, le montant est réduit à 5 450 \$, mais pour deux titres seulement. À mesure que le nombre de titres inscrits au catalogue augmentera, les subventions

suivront une courbe ascendante, si bien qu'en 1985, une somme de 21 530 \$ sera accordée aux Éditions du Blé.

Le nombre d'ouvrages publiés aux Éditions du Blé varie beaucoup d'une année à l'autre. Après un départ prometteur, alors qu'en 1975 pas moins de 12 nouveaux titres sont lancés sur le marché, la maison connaît quelques difficultés et, entre 1977 et 1981, elle ne publie que deux à quatre volumes par année (Bélanger, [s.d.] : 14-17). Un redressement s'effectue par la suite, et on peut établir qu'en moyenne, six volumes sont publiés chaque année. Une place prépondérante est accordée à la poésie et à la littérature pour la jeunesse, mais plusieurs collections sont développées et offrent une grande variété de genres, du catalogue d'exposition aux ouvrages pratiques en passant par les essais et le théâtre.

En 1979, certains membres de l'équipe croient que les Éditions du Blé devraient adopter une structure commerciale à but lucratif. La dissension se propage et une assemblée tranche le débat : la maison conservera sa structure initiale et demeurera à but non lucratif. Cette décision provoque le départ de deux membres fondateurs, Annette Saint-Pierre et Georges Damphousse, et la création, par eux, d'une autre maison à Saint-Boniface, les Éditions des Plaines, une entreprise à but lucratif au service de la littérature franco-manitobaine.

En 1980, les Éditions des Plaines publient cinq ouvrages et reçoivent une première subvention de 6 818 \$ du CAC. Ce montant dépassera 15 000 \$ en 1983 et, à sa quatrième année d'existence, la maison recevra 22 980 \$ en subventions fédérales. Ce soutien financier important permettra aux Éditions des Plaines de publier, en moyenne, huit titres par année. La littérature jeunesse, le roman et les essais historiques constituent près de 70 p. 100 du contenu du catalogue.

Les subventions du CAC sont un facteur essentiel à la survie des deux maisons franco-manitobaines, mais on ne peut que saluer le dynamisme du monde littéraire francophone du Manitoba qui, en dépit d'un marché plutôt restreint, réussit bon an mal an à publier une quinzaine de titres dans l'une ou l'autre des maisons d'édition. Manifestement, les auteurs francophones de cette région ne veulent pas céder leur droit de parole.

Des maisons d'édition francophones ont aussi vu le jour dans d'autres provinces de l'Ouest. Ces expériences n'ont pas toutes été concluantes, mais elles montrent tout de même un désir certain de diffuser plus largement la parole francophone. De 1975 à 1978, les Éditions de l'Églantier, fondées par Jean-Marcel Duciaume, tentent de jeter les bases d'une littérature francophone en Alberta avec la publication de trois recueils de poésie. Cependant des problèmes financiers minent bientôt les efforts de l'éditeur et mettent fin prématurément à l'aventure.

Un journaliste de Radio-Canada d'origine belge, René Rottiers, aussi directeur de l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, fonde en 1984 une maison d'édition pour permettre à la communauté fransaskoise de publier des textes dans sa langue. Les Éditions Louis Riel publient deux titres en 1985 : *Recul de la civilisation au Canada* d'André de Leyssac et *Mon homestead, mes amours* d'Odette Carignan. La coopérative à but non lucratif est modeste; elle publie deux ou trois titres par année, surtout des romans et des essais historiques. À la suite du départ de Rottiers en 1994, un professeur de littérature comparée de l'University of Regina, Bernard Wilhelm, reprend le flambeau et donne un nouveau souffle à la maison d'édition, qui devient les Éditions de la nouvelle plume en 1996. Aussi soutenue financièrement par les programmes gouvernementaux, l'entreprise se présente comme « la petite roue de l'engrenage qui permet aux auteurs francophones de la Saskatchewan et des Prairies de publier en français et de briser ainsi la matrice du silence et de l'isolement¹² ».

Conclusion

L'émergence des maisons d'édition francophones en Acadie et dans les provinces de l'Ouest dans les années 70, dont l'étude détaillée reste à faire, a donc été favorisée par la conjugaison de plusieurs facteurs. Il faut certes souligner l'importance du désir d'affirmation nationale de ces groupes minoritaires qui n'ont pas voulu abandonner un combat livré depuis plusieurs décennies. Ce facteur identitaire a d'ailleurs toujours été mis de l'avant par les auteurs qui se sont intéressés au mouvement de prise de parole des francophones de l'extérieur du Québec. Il n'est pas remis en question.

La césure provoquée par les États généraux du Canada français de 1967 aurait pu couvrir le Canada français d'un voile de pessimisme, mais elle a plutôt fouetté la volonté des différentes communautés, qui ont choisi de se réorganiser afin d'assurer autrement leur survie et leur développement. Le défi était néanmoins de taille : en 1971, la population canadienne hors Québec de langue maternelle française est de 926 400, soit 6 p. 100 de la population canadienne sans le Québec (Marmen et Corbeil, 1999 : 19). Cette population est inégalement répartie sur un immense territoire. Le Nouveau-Brunswick est la province qui compte la plus importante concentration de francophones, puisque environ 33,5 p. 100 de sa population se déclare de langue maternelle française en 1971. Dans les autres provinces, la situation est bien différente, les francophones représentant généralement moins de 5 p. 100 de la population¹³.

Comment, avec une structure démographique aussi peu favorable, peut-on réussir à faire naître des institutions culturelles durables? Les Canadiens français ne peuvent plus compter sur le Québec, trop occupé à édifier son État national; il leur faut donc se tourner vers d'autres sources. Le gouvernement fédéral répondra rapidement et efficacement à l'appel.

La volonté très nette de Pierre Elliott Trudeau de renforcer le caractère bilingue et biculturel du Canada afin de contrer l'essor du nationalisme québécois se traduit en politiques culturelles et... en dollars. Le programme d'aide à l'édition du CAC a été un facteur déterminant dans la réussite de la plupart des entreprises. On ne peut douter de la bonne volonté des gens, mais une fois l'effervescence des débuts passée, sans un soutien financier adéquat, les expériences auraient fait long feu, les marchés étant beaucoup trop restreints. David Lonergan explique clairement la situation quand il rappelle que, selon l'UNESCO, « un pays qui ne dispose pas d'une population d'au moins dix millions d'habitants ne peut avoir une industrie du livre rentable » (2000 : 22). Avec une population de moins de un million d'habitants dans les années 70, il est certain que les francophones hors Québec ne peuvent se passer du soutien gouvernemental.

Si le réveil culturel et les États généraux du Canada français ont généré les conditions intellectuelles nécessaires à l'émergence de maisons d'édition propres aux différentes communautés francophones de l'extérieur du Québec, les politiques culturelles du gouvernement Trudeau y ont ajouté les conditions matérielles. Force est de constater que sans conditions matérielles adéquates, la vie intellectuelle aurait bien du mal à prendre son envol.

Il n'en demeure pas moins que les francophones de l'extérieur du Québec ont refusé de se taire et qu'ils ont su utiliser tous les moyens mis à leur disposition pour donner à leur culture un nouveau souffle. La littérature des années 70 traduit bien ce nouvel élan, mais d'autres formes artistiques comme le théâtre et les arts visuels y ont aussi contribué.

NOTES

1. Patricia Fleming, Gilles Gallichan et Yvan Lamonde (dir.), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, vol. I (2004) : *Des débuts à 1840*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal; Yvan Lamonde, Patricia Fleming et Fiona A. Black (dir.), vol. II (2005) : *De 1840 à 1918*; Carole Gerson et Jacques Michon (dir.), vol. III (2007) : *De 1918 à 1980*.
2. Vingt-cinq articles publiés dans le quotidien *L'Acadie Nouvelle* en 1997 ont souligné l'anniversaire des Éditions d'Acadie; voir aussi la préface de J. Roger Léveillé (1999 : 7-17).
3. Les chapitres 22 à 25 de Joseph Yvon Thériault (1999) abordent les questions culturelles.
4. *Le Devoir* de Montréal publie 97 ouvrages entre 1910 et 1919 et l'Imprimerie de l'Action sociale ltée, société qui imprime *L'Action catholique* de Québec, inscrit plus de 50 titres à son catalogue entre 1920 et 1939. Voir particulièrement les chapitres 3 et 9 de Jacques Michon (1999).
5. La bibliographie de Marguerite Maillet présente la liste exhaustive des ouvrages acadiens publiés au Québec ou à Ottawa.
6. Patrimoine canadien, Langues officielles, « Histoire du bilinguisme au Canada », [En ligne], [http://www.pch.gc.ca/progs/lo-ol/biling/hist_f.cfm] (24 octobre 2005).
7. Conseil des Arts du Canada, « Aide à l'édition de livres – Subventions aux nouveaux éditeurs », [En ligne], [<http://www.canadacouncil.ca/subventions/lettres/of127227340679531250.htm>] (24 octobre 2005).
8. Toutes les données sur les subventions du Conseil des Arts du Canada proviennent des *Rapports annuels*, de 1974 à 1986.
9. Les données ont été compilées en partant du *Rapport annuel* du Conseil des Arts du Canada, 1978-1979.
10. Cette imprimerie fondée en 1972 œuvre dans l'édition depuis 1974.
11. Consulter leur site Internet, [En ligne], [<http://www.boutondoracadie.com/apropos/apropos.html>].
12. Éditions de la nouvelle plume, « Qui sommes-nous? », [En ligne], [http://www.livres-disques.ca/nouvelle_plume/home/dynamic.cfm] (14 janvier 2006).
13. En Ontario, les francophones regroupent environ 6,5 p. 100 de la population en 1971.

BIBLIOGRAPHIE

- BEAULIEU, Gérard (dir.) (1997), *L'Évangéline, 1887-1982 : entre l'élite et le peuple*, Moncton, Éditions d'Acadie et Chaire d'études acadiennes.
- BÉLANGER, Annabelle [s.d.], « Les maisons d'édition francophones : Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique », document de travail pour le projet Histoire du livre et de l'imprimé au Canada = History of the Book in Canada (HLIC = HBiC), Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.
- BRAULT, Pierre (1992), « La presse francophone dans l'Ouest, son histoire, son influence », dans Fernand Harvey (dir.), *Médias francophones hors Québec et identité*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- CONSEIL DES ARTS DU CANADA, *Rapports annuels, 1974-1986*.
- FERRÉ, Sandrine (2000), *L'édition au Canada atlantique : le défi de publier une région*, Paris, Centre d'études canadiennes de l'Université Paris III.
- FLEMING, Patricia, Gilles GALLICHAN et Yvan LAMONDE (dir.) (2004), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, vol. I : *Des débuts à 1840*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.
- FRENETTE, Yves (1998), *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Éditions du Boréal.
- GAGNÉ, Elsy (1999), « Espace et vie politique dans l'Ouest francophone », dans Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie.
- GALLANT, Melvin, et Ginette GOULD (1982), *Portraits d'écrivains : dictionnaire des écrivains acadiens*, Moncton, Perce-Neige.
- GERSON, Carole, et Jacques MICHON (dir.) (2007), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, vol. III : *De 1918 à 1980*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.
- GERVAIS, Gaétan (2003), *Des gens de résolution : Le passage du « Canada français » à l'« Ontario français »*, Sudbury, Prise de parole.
- LAMONDE, Yvan, Fiona A. BLACK et Patricia FLEMING (dir.) (2005), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, vol. II : *De 1840 à 1918*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.
- LEPAGE, Françoise (2000), *Histoire de la littérature pour la jeunesse (Québec et francophonies du Canada)* suivie d'un *Dictionnaire des auteurs et des illustrateurs*, Orléans, Éditions David.
- LÉVEILLÉ, J. Roger (dir.) (1999), *Les Éditions du Blé : 25 ans d'édition*, un recueil de 25 textes d'auteurs de la maison et de 25 œuvres d'artistes de l'Ouest, Saint-Boniface, Éditions du Blé.

- LONERGAN, David (1997a), « Les 25 ans des Éditions d'Acadie », *L'Acadie Nouvelle*, 30 avril, p. 32.
- LONERGAN, David (1997b), « De l'inventaire austère à la folle création », *L'Acadie Nouvelle*, 21 mai, p. 21.
- LONERGAN, David (1997c), « Un premier prix pour un beau roman », *L'Acadie Nouvelle*, 4 juin, p. 21.
- LONERGAN, David (2000), « Les Éditions d'Acadie : un apport essentiel », *L'Acadie Nouvelle*, 24 mai, p. 22.
- MAILLET, Marguerite (1985), « De la Nouvelle-France à la Nouvelle-Acadie », *Québec français*, n° 60 (décembre), p. 30-32.
- MARMEN, Louise, et Jean-Pierre CORBEIL (1999), *Les langues au Canada : recensement 1996*, série Nouvelles perspectives canadiennes, Ottawa, Patrimoine canadien et Statistique Canada.
- MARQUIS, Dominique (2007), « L'édition en Acadie » et « L'édition dans les provinces de l'Ouest », dans Carole Gerson et Jacques Michon (dir.), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, vol. III : *De 1918 à 1980*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 223-225 et 225-227.
- MARTEL, Marcel (1997), *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroutes du Canada français*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- MARTEL, Marcel (dir.) (1998), *Les États généraux du Canada français, trente ans après : actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- MICHON, Jacques (1999), *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle : la naissance de l'éditeur, 1900-1939*, Montréal, Fides.
- PÂQUET, Martin (1977), *Vers un ministère québécois de l'Immigration, 1945-1968*, Ottawa, Société historique du Canada.
- POTVIN, Claude (1985), « Publier en Acadie », *Québec français*, n° 60 (décembre), p. 55-57.
- RENS, Jean-Guy (1973), « Une saison en Acadie », *La Presse*, 17 mars, p. D3.
- SAUVÉ, Mathieu-Robert (2002), *Forum*, vol. 36, n° 16 (janvier), [En ligne], [<http://www.iforum.umontreal.ca/Forum/ArchivesForum/2001-2002/020114/606.htm>] (7 novembre 2005).
- SMITH, Anthony D. (1981), *The Ethnic Revival*, Cambridge, Cambridge University Press, 240 p.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon (dir.) (1999), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie.
- TOURNON, Jean (1998), « Organiser la représentation d'un groupe ethno-national », dans Marcel Martel (dir.), *Les États généraux du Canada français, trente ans après : actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, p. 168-209.
- YERGEAU, Robert (2007), « L'édition en Ontario », dans Carole Gerson et Jacques Michon (dir.), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, vol. III : *De 1918 à 1980*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.